

E coli, la grande peur de l'agroalimentaire

Le plus grand laboratoire d'analyses microbiologiques des aliments vient d'être inauguré à Nantes.

VIVES MISEREY
ENVOI SPECIAL ANANTES

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE La dernière crise alimentaire grave qui a frappé l'Europe remonte au printemps dernier. Une nouvelle souche très toxique de bactéries *E. coli* (O104 : H4) - suspectées d'abord dans les concombres espagnols puis détectées finalement dans des graines germées bio venant d'Égypte - a fait en tout 52 morts en Allemagne. « Dans notre nouveau laboratoire, nous serons en mesure de réagir à ce type d'événement », assure Gilles Martin, président-directeur du groupe français Eurofins, leader mondial du secteur de l'analyse des aliments. Le vaste bâtiment qui a été terminé en juin et inauguré officiellement vendredi dernier est spécialisé dans l'analyse bactériologique des aliments : salmonelles, listeria, légionnelles, *E. coli*, staphylocoques. Il s'agit, selon Eurofins, du « plus grand laboratoire indépendant d'analyse des aliments au monde ».

La mondialisation des échanges favorise la diffusion de pathogènes émergents. S'ils passent dans les aliments ils constituent un risque potentiel pour la santé des populations mais aussi une menace commerciale pour les industriels. C'est pourquoi ces derniers se tournent de plus en plus vers les laboratoires privés afin qu'ils analysent des échantillons et vérifient que les produits commercialisés sont conformes à la réglementation. En Europe, l'industriel est responsable du produit qu'il commercialise. « Les autocorridors se multiplient. C'est avant tout de la prévention », explique Jean-Yves Denis, directeur du pôle microbiologie. C'est seulement en cas de crise que les pouvoirs publics interviennent directement. En routine, ils s'assurent que les industriels effectuent des contrôles.

Un défi majeur

La nouvelle unité consomme plus de 10 000 boîtes de Petri par jour pour la mise en culture des microbes. Trois méthodes d'analyses sont proposées aux industriels de l'alimentation et de la grande distribution ainsi qu'aux restaurations hors foyer qui constituent les principaux clients. La référence réside avant tout dans la rapidité et la finesse d'analyse ; les prix varient entre 20 € et 200 €. Pour ce type de recherches, les échantillons doivent être acheminés rapidement c'est pourquoi Eurofins a mis en place en France son propre réseau de collectes et une plateforme logistique impressionnante.

Le nouveau laboratoire de microbiologie du groupe Eurofins.
F. PERRY/AFP



« Le risque bactériologique est un défi majeur », assure Nicolas Jullien de Pommerol, directeur de la nouvelle unité. Lors de la dernière crise en Allemagne, il y a eu à Nantes un pic de recherches de *E. coli* dans les

concombres et les salades composées. La découverte en juin dernier, dans le Nord-Pas-de-Calais, de steaks hachés contaminés par de bactéries *E. coli* entraînant roborragiques O157 a également renforcé les demandes de la filière alimentaire.

« On n'a jamais autant mesuré »

« Nous sommes un champion déterminant de la sécurité alimentaire dans son ensemble », assure François Vigneau, directeur du site de Nantes et directeur de la division alimentaire d'Eurofins France, qui fut d'abord chercheur à l'Inra. Le marché mondial des analyses dans l'alimentaire est estimé à 1,5 milliard

d'euros. La firme nantaise est numéro un en France et dans les principaux pays d'Europe du Nord.

La microbiologie représente près de 30 % des analyses proposées par Eurofins à ses clients. Le site de Nantes est également spécialisé dans l'identification des OGM, l'analyse des contaminants chimiques comme les pesticides, des allergènes, des métaux lourds, de l'acrylamide et de la mélamine. Cette dernière substance avait fait parler d'elle quand on en avait retrou-

L'analyse des empreintes génétiques se privatise

LES LABORATOIRES Eurofins n'analysent pas seulement les aliments que leur confient les industriels. L'environnement et les médicaments font aussi partie de leurs activités. Depuis 2006, la firme s'est aussi tournée vers le marché des empreintes génétiques en créant l'Institut français des empreintes génétiques (Ifieg). Installé juste à côté des autres laboratoires d'Eurofins, il en est totalement indépendant. Tous les objets saisis sur des scènes de crime ou d'accident suivent un circuit à part. L'Ifieg est actuellement en train d'expertiser les restes humains du vol Air France Rio-Paris.

C'est la loi organique relative aux lois de finances (La LOLF), rentrée en application en 2006, qui a poussé les tribunaux à réduire leur budget. Les recherches médico-légales d'ADN se sont ainsi peu à peu privatisées, concurrençant directement les laboratoires privés. Il y a aujourd'hui en France cinq laboratoires privés spécialisés dans ce type d'analyses. Deux sont basés à Nantes : l'Ifieg et l'Institut génétique Nantes Atlantique (Iгна). Créé avant tous les autres, il est aujourd'hui leader dans ce secteur très concurrentiel, les tribunaux ayant tendance à vouloir faire baisser les prix. « Si on est amené à faire des expertises à pas cher, j'ai peur qu'on

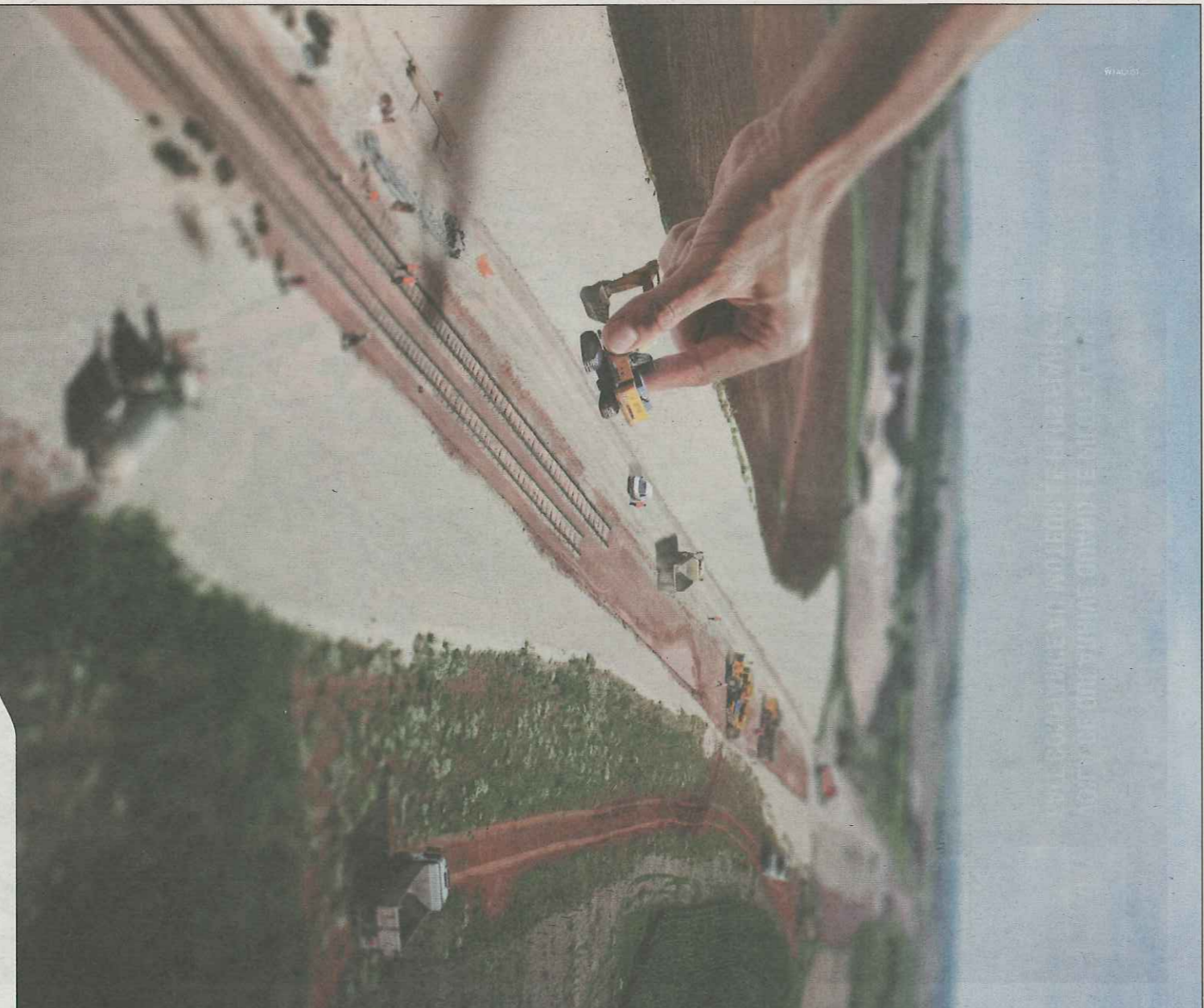
personnes mises en examen », affirme le Dr Olivier Pascal, directeur de l'Ifieg, qui travaillait auparavant au CHU de Nantes aux côtés de Pr Jean-Paul Moisan, le fondateur de l'igna.

De nouveaux outils

Les recherches d'ADN sur des scellés de toute nature ont beaucoup progressé grâce aux nouvelles technologies. « À la fin des années 1990, il fallait une semaine pour avoir un résultat. Aujourd'hui, avec la PCR (l'amplification des séquences génétiques), on en fait seize en une demi-journée », souligne le Dr Pascal. De nouveaux outils ont été mis au point comme le Crimescope, un laser lumineux émettant des longueurs d'ondes allant de l'infrarouge à l'ultraviolet qui permet d'éclairer toutes les traces biologiques.

Une fois l'ADN indentifié - ce qui est parfois très difficile quand il y en a qui appartient à plusieurs individus - le résultat est transmis à la justice. Cette dernière fait alors faire des recherches dans le fichier national des empreintes génétiques ou auprès des suspects. « Il faut trouver le bon prélèvement sur les scellés. C'est notre obligation qui nous a permis d'identifier l'assassin de la petite Audrey », explique le Dr Pascal qui a déjà été menacé de mort à cause de ses recherches. ■

Y.M.



Le tournant de la vache folle

LA CRISE de la vache folle a été décisive pour le développement des laboratoires privés d'analyses spécialisées dans la sécurité alimentaire. En effet, à partir du début des années 2000, la réglementation imposait à la filière bovine de faire des tests de dépistage avant toute commercialisation de produits. Ils devaient apporter la preuve que les animaux n'étaient pas atteints par l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). « La demande était tellement importante que les laboratoires privés ont été autorisés à faire ces tests en complément des laboratoires publics. On travaillait 24 heures sur 24. Les résultats étaient immédiatement transmis à la Direction générale de l'alimentation (DGAL), rappelle François Vigneau, directeur d'Eurofins Nantes. Les nouvelles méthodes d'analyses et les processus industriels associés que nous avions mis au point ont été validés en un temps record. » À partir de cette crise, les laboratoires publics ont commencé à perdre pied par rapport au secteur privé.

Y.M.

Pendant que nous menons
1 000 chantiers ferroviaires,
4 millions de voyageurs doivent
continuer à voyager chaque jour.

Réseau Ferré de France a engagé un vaste plan de rénovation de son réseau. Plus de 1 000 chantiers de modernisation sont en cours. Ces chantiers ne doivent pas entraver le fonctionnement du réseau. En réduisant les perturbations au maximum, Réseau Ferré de France construit le réseau de demain tout en faisant fonctionner celui d'aujourd'hui.



Pour en savoir plus : www.rff.fr

RÉSEAU FERRÉ DE FRANCE
nous avons de grands projets pour vous